Politiques anti-genre : fabriquer l'ennemi, défaire les droits

Par JFB le dim 28/06/2026 - 08:46



Cet événement, programmé dans le cadre de la 31e Budapest Pride, a analysé la manière dont les régimes illibéraux instrumentalisent les droits.

Intervenants : Valentin Behr, chargé de recherches CNRS (CESSP) ; Andrea Pető, professeure au département d'études de genre de l'Université d'Europe centrale (CEU) ; Viktória Radványi, modératrice (présidente de la Budapest Pride).

Andrea Pető : régime illibéral hongrois et stratégie anti-genre du “retour à avant”

La politique du genre est extrêmement importante à analyser pour comprendre la “crise des politiques illibérales” selon Andrea Pető. En effet, celle-là représenterait en elle-même tout un “système d’alerte” : la réduction des libertés civiles, et plus précisément des droits des minorités sexuelles et des femmes, serait un symbole d’un affaiblissement démocratique.

Dans son livre, *Viktor Orbán's affairs with women,* elle montre que cette stratégie hongroise des acteurs illibéraux s'institutionnalise en se fondant sur une pratique discursive de retour aux structures d'ordre "garantissant l'existence de la société". Les discours se concentrent par exemple sur le rôle reproducteur de la femme comme pilier de la famille hétérosexuelle, et donc sur une stigmatisation d'une vie alternative qui "menacerait l'existence même de la société". Ce discours se matérialise dans les universités, qui font face à des attaques répétées sur le champ d'étude relié au genre.

Valentin Behr : politiques anti-genre, de "backlash" à une stratégie métapolitique

Selon le Français Valentin Behr, la Hongrie est un cas très intéressant pour analyser les pratiques illibérales dans une démocratie pluraliste comme la France.

Depuis les années 2010, l'Europe fait face à des campagnes anti-genre (contre le mariage pour tous, contre "l'idéologie" du genre, contre l'éducation sexuelle…). Ces mouvements donnent à voir des coalitions d'acteurs plus larges que simplement celles de la droite radicale officielle. La politisation des questions de genre a en effet imposé des cadrages discursifs qu'on retrouve aujourd'hui chez des acteurs soi-disant plus modérés.

Behr, sans nier les théories qui voient ces discours comme un "backlash", les nuance cependant très finement. Relier seulement les campagnes anti-genre à une réaction face à la progression des droits des femmes et des minorités sexuelles ne permet pas de voir la stratégie plus large dans celles-ci : la reconfiguration idéologique et une remise en avant de discours antidémocratiques. Celle-ci prend comme noyau l'idée collective que l'inégalité forme un ordre social naturel. Ce rapport au monde social, profondément conservateur, participe à la normalisation de l'extrême droite et d'autres acteurs qui critiquent l'intersectionnalité (mouvements anti-trans dans des groupes de gauche). Les discours "anti-woke" dans les universités sont particulièrement intéressants à analyser dans ce cas précis : celles-ci seraient le noyau de la propagation d'idéologies égalitaires qui remettraient en cause cet "ordre naturel" conservateur. En France, cette peur massive diffusée par les discours "anti-woke" sur une prétendue "idéologie woke" au sein des universités est intrinsèquement liée à une vision fantasmée de la communauté politique pour Valentin Behr. Certains ministres du président de la République Emmanuel Macron ont mobilisé ce discours au nom d'une "culture républicaine", d'un universalisme, et

normalisent par conséquent, même au sein des structures politiques “modérées”, un discours qui critique les idées égalitaires et les visions du pluralisme comme protection des droits des différentes minorités.

Andrea Pető, Valentin Behr : de la stratégie du retour aux pratiques illibérales nouvelles :

Pour Andrea Pető, en Hongrie, la stratégie des acteurs illibéraux se concentre sur un discours de “retour” aux structures d’ordre. Dans d’autres pays comme la France, les pratiques illibérales peuvent s’adapter à des vocabulaires “progressistes”, militants, relatifs à des sphères politiques modérées, voire de gauche, tout en les instrumentalisant dans un fond idéologique profondément inégalitaire.

Notre question posée à Valentin Behr portait donc sur ces “nouvelles” pratiques illibérales, notamment avec le cas du groupuscule fémonationaliste Nemesis en France. Théorisé par la sociologue Sara R. Farris en 2017, le fémonationalisme est un concept de sociologie politique décrivant l'instrumentalisation de la rhétorique féministe et des droits des femmes par des partis nationalistes ou des gouvernements néolibéraux. Pour le chercheur, cette reprise du vocabulaire égalitariste dans les discours féministes rentre parfaitement dans cette logique d’adaptation des acteurs illibéraux. On la retrouve dans le Manifeste du Collectif Nemesis : Il faut dénoncer *toutes* les violences faites aux femmes dans l’espace public et professionnel, mais seulement les lier à “l’immigration de masse” et à leur “impact sur les femmes occidentales”. Ce flou discursif permet de normaliser la diffusion d’une conception de l’ordre social comme inégalitaire, justifiant des politiques racistes, xénophobes ou anti-immigration.

Charlotte Roget

- Catégorie
  Société